

ARRÊTÉ

Le Ministre des Affaires culturelles

VU la loi du 31 décembre 1913 sur les Monuments Historiques, et notamment l'article 2, modifiée et complétée par les lois des 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 24 mai 1951, 30 décembre 1966 et le décret du 18 avril 1961,

La Commission Supérieure des Monuments Historiques entendue,

A R R Ê T É

Article 1^e - Sont inscrites sur l'Inventaire Supplémentaire des Monuments Historiques les parties suivantes de l'Ancienne Citadelle d'ALES (Gard):

- les bastions avec leurs échauguettes, les courtines, la porte et le pont d'accès, figurant au cadastre section CB, sous le n° 144 (contenance 48 ares 21 centiares) et appartenant à la commune.

Celle-ci en est propriétaire par acte passé antérieurement au 1^{er} janvier 1956.

Article 2 - Le présent arrêté sera publié au Bureau des Hypothèques de la situation de l'immeuble inscrit.

Article 3 - Il sera notifié au Préfet du département et au Maire de la commune propriétaire qui seront responsables, chacun en ce qui le concerne, de son exécution.

PARIS, le 24 MAI 1973

Pour le Ministre et par délégation :

Le Directeur de l'Architecture



Alain BACQUET